



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 54.843/2
du 14 janvier 2014

advies 54.843/2
van 14 januari 2014

sur

over

un avant-projet de loi
'modifiant la procédure
sommaire d'injonction de
payer'

een voorontwerp van wet 'tot
wijziging van de summiere
rechtspleging om betaling te
bevelen'

Le 18 décembre 2013, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Ministre de la Justice à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de loi 'modifiant la procédure sommaire d'injonction de payer'.

L'avant-projet a été examiné par la deuxième chambre le 14 janvier 2014. La chambre était composée de Yves KREINS, président de chambre, Pierre VANDERNOOT et Martine BAGUET, conseillers d'État, Jacques ENGLEBERT, assesseur, et Bernadette VIGNERON, greffier.

Le rapport a été présenté par Jean-Luc PAQUET, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 14 janvier 2014.

*

Op 18 december 2013 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Justitie verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet 'tot wijziging van de summiere rechtspleging om betaling te bevelen'.

Het voorontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 14 januari 2014. De kamer was samengesteld uit Yves KREINS, kamervoorzitter, Pierre VANDERNOOT en Martine BAGUET, staatsraden, Jacques ENGLEBERT, assessor, en Bernadette VIGNERON, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Jean-Luc PAQUET, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 14 januari 2014.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉ PRÉALABLE

Il résulte de l'article 6, § 1^{er}, de la loi du 15 décembre 2013 'portant des dispositions diverses concernant la simplification administrative', entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2014, que le projet examiné doit, en principe, faire l'objet d'une analyse d'impact.

Il convient donc de veiller à l'accomplissement de cette formalité.

PORTÉE DE L'AVANT-PROJET

1. L'avant-projet vise à réformer l'actuelle procédure sommaire d'injonction de payer, prévue aux articles 1338 et suivants du Code judiciaire, d'une part, en vue de rendre la procédure nationale « plus conforme » aux exigences découlant du règlement (CE) 1896/2006 instituant la procédure européenne d'injonction de payer et, d'autre part, pour « l'amélioration du climat d'entreprise belge »¹.

À cet égard, l'exposé des motifs précise :

« Il est absolument nécessaire pour les firmes et les entrepreneurs de pouvoir faire procéder de manière rapide, bon marché et efficiente au recouvrement des dettes non contestées par le débiteur »².

Le texte en projet vise également à transposer en droit interne l'article 10 de la directive 2011/7/UE du 16 février 2011 'concernant la lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales'.

2. La procédure sommaire d'injonction de payer existe de longue date dans le Code judiciaire. Elle a pour but de permettre l'obtention d'un titre exécutoire en faveur du créancier de manière simplifiée par le biais d'une procédure unilatérale, sans respecter le caractère en principe contradictoire des procédures judiciaires. Cette procédure n'est envisageable que pour les créances « non contestées ».

Cette procédure n'a jamais rencontré un vif succès en droit belge, nonobstant les nombreuses modifications qui ont été apportées aux textes³.

¹ Exposé des motifs, p. 2.

² Exposé des motifs, p. 2.

3. Pour atteindre le but annoncé, l'actuel avant-projet vise essentiellement :

- à autoriser le recours à cette procédure sommaire sans aucune limitation quant au montant de la créance à recouvrer lorsque le débiteur n'est pas « un consommateur »⁴ ;
- à accélérer et à déformaliser la procédure ;
- à alléger les conditions de fond ;
- à centraliser les contentieux,

tout en garantissant les droits du débiteur, d'une part, en introduisant une procédure en conciliation et, d'autre part, en limitant aux seules créances qui n'excèdent pas 2.500 euros, l'admissibilité du recours à cette procédure sommaire lorsque le débiteur est un « consommateur ».

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

Quant au choix du juge compétent et à la différence de traitement entre le débiteur personne physique qui n'est pas une entreprise et le débiteur qui est une entreprise

1. En l'état actuel de la législation, en vertu de l'article 1338 du Code judiciaire, la procédure sommaire d'injonction de payer n'est possible que pour les créances dont le montant n'excède pas 1.860 euros, soit le taux de compétence générale du juge de paix (article 590, alinéa 1^{er}, du Code judiciaire⁵). Dans sa rédaction actuelle, l'article 1338 du Code judiciaire restreint en outre la procédure sommaire d'injonction de payer aux seules demandes qui relèvent « de la compétence du juge de paix ».

Le texte en projet vise à étendre le champ d'application de la procédure sommaire d'injonction de payer en ne limitant plus celle-ci aux seules demandes relevant de la compétence du juge de paix, tout en étendant la compétence du juge de paix en cette matière.

³ Selon le professeur H. STORME, il s'agit d'un exemple notoire d'une procédure inefficace (H. STORME, « Europese betalingsbevelprocedure », *NjW*, 2009, n° 196, p. 100). Sur l'insuccès de la procédure belge d'injonction de payer voir E. GUINCHARD, « La procédure européenne est née - Vive le créancier! », in *Le droit judiciaire en mutation - En hommage à Alphonse Kohl*, C.U.P., vol. 95, Louvain-la-Neuve, Anthemis, 2007, p. 11, note 14 ; P. GIELEN, « Guide pratique de la procédure européenne d'injonction de payer », *J.T.*, 2009, pp. 661 et s.

⁴ Le texte distingue plus exactement entre le débiteur personne physique qui n'est pas une entreprise au sens du futur nouvel article 573, 1^o, du Code judiciaire, considéré comme économiquement et juridiquement faible et qu'il convient de protéger par l'introduction d'un montant maximal admissible pour la créance, et le débiteur, personne physique ou morale, qui est une « entreprise », pour lequel il n'y a plus aucune limite.

⁵ « Le juge de paix connaît de toutes demandes dont le montant n'excède pas 1.860 EUR, hormis celles qui sont soustraites par la loi à sa juridiction, et notamment des demandes prévues aux articles 569 à 571, 574 et 578 à 583 ».

Aux termes de l'article 591, 23°, en projet du Code judiciaire (article 3 de l'avant-projet), « Le juge de paix connaît, quel que soit le montant de la demande », des demandes introduites en application de la procédure sommaire d'injonction de payer « lorsque ces demandes sont introduites [à] l'encontre d'une personne physique qui n'est pas une entreprise » au sens de l'article 573, 1° du Code judiciaire⁶. Par ailleurs, selon l'article 1338, alinéa 5, 8°, en projet (article 5 du projet), du même Code,

« sont toutefois exclus de l'application des dispositions du présent chapitre :

[...]

8° les dettes liquides des personnes physiques qui ne sont pas des entreprises telles que définies à l'article 573, 1°, ayant pour objet une somme d'argent dont le montant excède 2.500 € ».

2. Le Conseil d'État estime nécessaire d'attirer l'attention de l'auteur du texte sur son avis 53.709/2/V du 5 août 2013 sur l'avant-projet de loi 'modifiant le Code judiciaire, le Titre préliminaire du Code de procédure pénale et le Code d'Instruction criminelle en vue d'attribuer dans diverses matières la compétence au juge naturel'⁷. C'est cet avant-projet qui modifie l'article 573, 1°, du Code judiciaire auquel le texte actuellement soumis à l'avis du Conseil d'État fait référence et qui, plus particulièrement, introduit la notion d'« entreprise » dans l'article 573, 1°.

En effet, l'avis émet, dans les termes suivants, d'importantes réserves à l'égard de la nouvelle version proposée de l'article 573, 1°, et plus particulièrement en ce qui concerne le recours à la notion d'« entreprise », qui apparaît ambiguë et plurielle :

« L'article 2 de l'avant-projet modifie l'article 573 du Code judiciaire relatif à la compétence matérielle du tribunal de commerce. Cette compétence sera désormais basée sur la notion d'« entreprise », celle de « commerçant » étant alors abandonnée.

La disposition en projet définit ainsi cette compétence :

« Le tribunal de commerce connaît en premier ressort :

1° des contestations entre entreprises, étant toutes personnes qui poursuivent de manière durable un but économique, concernant un acte accompli dans la poursuite de ce but et qui ne relèvent pas de la compétence spéciale d'autres juridictions'.

Or, dans le commentaire de cet article, l'auteur définit la notion d'« entreprise » par référence à d'autres textes dans le but d'en harmoniser le contenu, comme notamment le renvoi à (l'article 2, 1°, de) la loi du 6 avril 2010 'relative aux pratiques du marché et à la protection du consommateur', lequel dispose qu'une entreprise s'entend de

⁶ À ce jour, l'article 573, 1°, du Code judiciaire est toujours rédigé comme suit : « Le tribunal de commerce connaît en premier ressort : 1° des contestations entre commerçants relatives aux actes réputés commerciaux par la loi et qui ne sont pas de la compétence générale des juges de paix ou de la compétence des tribunaux de police ». Sous réserve des observations reprises plus bas au point 2 de l'observation générale, l'auteur de l'avant-projet veillera à ce que la modification de cette disposition, annoncée dans l'exposé des motifs, entre en vigueur avant l'adoption du présent avant-projet.

⁷ Le projet a été adopté par la Commission de la Justice de la Chambre le 14 janvier 2014 (*Doc. parl.*, Chambre, 2013-2014, 3076/4).

‘toute personne physique ou personne morale poursuivant de manière durable un but économique, y compris ses associations’⁸.

Une référence est également faite dans la partie générale de l'exposé des motifs à la loi du 31 janvier 2009 ‘relative à la continuité des entreprises’, dont les articles 3 et 4 disposent :

‘Art. 3. La présente loi est applicable aux débiteurs suivants : les commerçants visés à l'article 1^{er} du Code de commerce, les agriculteurs, la société agricole visée à l'article 2, § 3, du Code des sociétés et les sociétés civiles à forme commerciale visées à l'article 3, § 4, du même Code.

Art. 4. La présente loi n'est pas applicable aux sociétés civiles à forme commerciale qui ont la qualité de titulaire d'une profession libérale définie à l'article 2, 1^o, de la loi du 2 août 2002 relative à la publicité trompeuse et à la publicité comparative, aux clauses abusives et aux contrats à distance en ce qui concerne les professions libérales, ou sous la forme de laquelle des titulaires d'une profession libérale exercent leur activité.

De même, la présente loi n'est pas applicable aux établissements de crédit, aux entreprises d'assurances, aux entreprises d'investissement, aux sociétés de gestion d'organismes de placement collectif, aux organismes de compensation et de liquidation et assimilés et aux entreprises de réassurance’.

Saisie d'une question préjudicielle à propos de la loi du 6 avril 2010 ‘relative aux pratiques du marché et à la protection du consommateur’⁹, la Cour constitutionnelle a soulevé l'ambiguïté du terme ‘entreprise’ dans un arrêt 192/2011 du 15 décembre 2011 :

‘B.1.1. La loi du 6 avril 2010 relative aux pratiques du marché et à la protection du consommateur (ci-après : LPMPC), tout comme la directive 2005/29/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 mai 2005 'relative aux pratiques commerciales déloyales des entreprises vis-à-vis des consommateurs dans le marché intérieur et modifiant la directive 84/450/CEE du Conseil et les directives 97/7/CE, 98/27/CE et 2002/65/CE du Parlement européen et du Conseil et le règlement (CE) n° 2006/2004 du Parlement européen et du Conseil' (ci-après : la directive sur les pratiques commerciales déloyales) sur laquelle la loi est en grande partie fondée, s'applique aux 'entreprises'.

La notion d'‘entreprise’, au sens du droit de l'Union européenne, comprend également les titulaires d'une profession libérale (CJCE, 12 septembre 2000, C-180/98-C-184/98, *Pavlov e.a.*, point 77 ; CJCE, 19 février 2002, C-309/99, *Wouters e.a.*, points 45-49).

B.1.2. Contrairement à la directive précitée, l'article 3, § 2, de la LPMPC exclut toutefois de son champ d'application les titulaires d'une profession libérale, ainsi que les dentistes et les kinésithérapeutes. Le ‘titulaire d'une profession libérale’ est défini à l'article 2, 2^o, de la LPMPC comme étant ‘toute entreprise qui n'est pas commerçante au sens de l'article 1^{er} du Code de commerce et qui est soumise à un organe disciplinaire créé par la loi’.

B.1.3. Les titulaires d'une profession libérale sont en revanche soumis aux dispositions de la loi du 2 août 2002 relative à la publicité trompeuse et à la publicité comparative, aux clauses abusives et aux contrats à distance en ce qui concerne les

⁸ Note de bas 9 de l'avis cité : La même définition de l'« entreprise » est reprise à l'article I.1, alinéa 1^{er}, 1^o, en projet, repris dans le titre 1^{er} (« Définitions générales ») du livre I^{er} (« Définitions ») du Code de droit économique (Doc. parl., Chambre, 2012-2013, n° 2836/001).

⁹ Note de bas 10 de l'avis cité : À laquelle il est également renvoyé dans la partie générale de l'exposé des motifs.

professions libérales (ci-après : LPL), pour autant qu'ils relèvent de la définition, différente, de la 'profession libérale' figurant à l'article 2, 1°, de cette loi, soit 'toute activité professionnelle indépendante de prestation de services ou de fourniture de biens, qui ne constitue pas un acte de commerce ou une activité artisanale visée par la loi du 18 mars 1965 sur le registre de l'artisanat et qui n'est pas visée par la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur, à l'exclusion des activités agricoles et d'élevage'.

B.2. La question préjudicielle porte, d'une part, sur l'exclusion des titulaires d'une profession libérale du champ d'application de la LPMPC et, d'autre part, sur la possibilité qui en découle pour les titulaires d'une profession libérale de stipuler une 'élection de for', contrairement au prescrit de l'article 624, 1°, 2° et 4°, du Code judiciaire.

B.3.1. Selon la jurisprudence constante de la Cour de justice de l'Union européenne, une entreprise est 'toute entité exerçant une activité économique, indépendamment du statut juridique de cette entité et de son mode de financement' (CJCE, 23 avril 1991, C-41/90, *Höfner et Elser*, point 21 ; CJCE, 16 novembre 1995, C-244/94, *Fédération française des sociétés d'assurances e.a.*, point 14 ; CJCE, 19 février 2002, C-309/99, *Wouters e.a.*, point 46).

Selon la Cour de justice, une 'activité économique' est 'toute activité consistant à offrir des biens ou des services sur un marché donné' (CJCE, 16 juin 1987, 118/85, *Commission c. Italie*, point 7 ; CJCE, 18 juin 1998, C-35/96, *Commission c. Italie*, point 36 ; CJCE, 19 février 2002, C-309/99, *Wouters e.a.*, point 47).

B.3.2. L'article 2, 1°, de la LPMPC définit l'entreprise' comme étant 'toute personne physique ou personne morale poursuivant de manière durable un but économique, y compris ses associations'. Il ressort des travaux préparatoires que cette notion doit être interprétée dans le même sens que la notion d'entreprise' en droit national et européen de la concurrence, sauf en ce qui concerne les titulaires d'une profession libérale, les dentistes et les kinésithérapeutes (*Doc. parl.*, Chambre, 2009-2010, DOC 52-2340/001, p. 14)'.

Cette ambiguïté est encore renforcée par la circonstance que l'article 574, 5°, en projet du Code judiciaire (article 3, b), de l'avant-projet) renvoie, pour sa part, à la notion d'entreprises au sens de l'article 2, 3°, de la loi du 16 janvier 2003' (portant création d'une Banque-carrefour des entreprises, modernisation du registre de commerce, création de guichets-entreprises agréés et portant diverses dispositions) et que, selon le commentaire des articles consacrés à cette disposition :

'La notion d'entreprise est celle que définit la loi sur la banque carrefour et comprend donc tant les commerçants personnes physiques, que les sociétés et toute autre forme d'entreprise'.

Par ailleurs, dans les commentaires de l'article 7 de l'avant-projet, il est précisé que

'La notion d'entreprise est une notion clef de la loi du 2 août 2002. Il faut clarifier tant dans le Code judiciaire que dans la loi en question qu'est en fait visé le comportement d'entreprises telles qu'elles sont entendues dans la loi du 2 août 2002' ¹⁰.

Or, l'article 2, 2°, de la loi du 2 août 2002 'concernant la lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales' définit l'entreprise comme étant

¹⁰ Note de bas 11 de l'avis cité : Dans le commentaire des articles 6 et 7 de l'avant-projet, il est par ailleurs implicitement renvoyé à l'article 10 de l'avant-projet, qui modifie l'article 8 de ladite loi du 2 août 2002.

‘toute organisation agissant dans l’exercice d’une activité économique ou professionnelle indépendante, même lorsque cette activité n’est exercée que par une seule personne’,

tandis que, par l’effet de l’article 10 du projet, l’article 8 de cette même loi sera modifié afin de remplacer la notion de ‘commerçants’ par celle d’‘entreprises telles que définies à l’article 573, 1^o, du Code judiciaire’.

À la suite de l’adoption de l’avant-projet examiné, la loi du 2 août 2002 précitée consacrera donc à la notion d’‘entreprise’ deux définitions dont il n’est pas certain que le contenu est identique.

La notion d’entreprise n’étant donc pas uniforme, d’une part, dans la définition qui en est donnée par l’article 573, 1^o, en projet, du Code judiciaire, et d’autre part, dans les différents textes auxquels il est référé dans diverses dispositions en projet ou auxquels il est fait allusion dans l’exposé des motifs, il convient, dans le cadre de l’adoption des modifications envisagées, de veiller, afin d’assurer la sécurité juridique en la matière, à assurer une application plus uniforme et non équivoque de cette notion, notamment au regard des autres législations existantes ainsi que des notions voisines de ‘commerçants’, d’‘associations’, de ‘sociétés civiles’ et de ‘professions libérales’ ».

Or, le texte en projet se fonde sur cette notion d’entreprise pour établir, sur plusieurs aspects importants, un régime différent selon que le débiteur est ou non une « entreprise » :

- admissibilité de la procédure limitée aux dettes n’excédant pas 2.500 euros à l’égard des personnes physiques qui ne sont pas une entreprise ;
- avec pour conséquence, la compétence du juge de paix ou d’autres juridictions, selon que le débiteur est ou non une entreprise ;
- enfin, possibilité (apparemment) de pouvoir fonder son action sur d’autres éléments qu’un « écrit émanant du débiteur » lorsque celui-ci est une entreprise.

Il convient que l’auteur de l’avant-projet soit attentif aux suites que le législateur réservera aux observations formulées par le Conseil d’État dans son avis 53.709/2/V précité afin de vérifier s’il ne doit pas en tenir compte à propos du texte en projet et, le cas échéant, revoir celui-ci à la lumière des adaptations qui seraient apportées à l’avant-projet de loi ‘modifiant le Code judiciaire, le titre préliminaire du Code de procédure pénale et le Code d’Instruction criminelle en vue d’attribuer dans diverses matières la compétence au juge naturel’.

3. En tout état de cause, l’observation rappelée ci-avant vaut d’autant plus ici au regard des conséquences qui dans le cadre de la procédure d’injonction de payer sont liées au recours à la notion d’« entreprise ».

Ainsi, lorsque le débiteur est une personne physique qui n’est pas une « entreprise », la procédure sommaire d’injonction de payer sera de la compétence matérielle du

juge de paix. Cette procédure n'est toutefois admise que pour les créances qui n'excèdent pas 2.500 euros. Au-delà de ce montant, la procédure n'est pas admise ¹¹.

Dès lors que l'article 1338 en projet du Code judiciaire ne limite plus les procédures sommaires d'injonction de payer aux seules « demandes de la compétence du juge de paix » (comme c'est le cas actuellement), outre qu'il étend cette compétence jusqu'à 2.500 euros lorsque le débiteur est une personne physique et n'est pas une entreprise, le nouveau texte est de nature à remettre en cause la compétence d'autres juridictions pour des matières que le législateur avait expressément soustraites à la compétence des juges de paix.

Ainsi, à titre d'exemple, dès lors que la matière du droit du travail n'est pas exclue du champ d'application de la procédure sommaire d'injonction de payer, l'article 591, 23°, en projet du Code judiciaire, entre en concurrence avec la compétence du tribunal du travail dès lors que celui-ci est compétent, notamment, pour toutes les contestations relatives au contrat de travail, et notamment en matière de paiement du salaire ou d'indemnité compensatoire, et ce quel que soit le montant de la demande.

Il en va de même pour toutes les affaires où un montant n'excédant pas 2.500 euros pourrait être dû par un débiteur, entrant dans le champ d'application des articles 569 à 571, 574 et 578 à 583 du Code judiciaire, visés à l'article 590 du même code comme dérogeant à la compétence générale des juges de paix.

Le Conseil d'État se demande si l'auteur de l'avant-projet a aperçu cette conséquence et si elle correspond bien à son intention. Il semble, à titre d'exemple toujours, difficilement justifiable qu'une procédure « contradictoire » en paiement de sommes dues en vertu de l'exécution d'un contrat de travail soit de la compétence du tribunal du travail mais relève de la compétence du juge de paix au seul motif qu'elle prenne la forme d'une procédure sommaire et unilatérale d'injonction de payer.

4. Par ailleurs, rien n'est précisé dans le texte de l'avant-projet quant à la détermination du juge compétent pour connaître de telles procédures lorsque le débiteur est une « entreprise » (personne physique ou personne morale). Dès lors que l'article 1338 en projet du Code judiciaire ne vise plus « les demandes de la compétence du juge de paix », la procédure sommaire d'injonction de payer peut être utilisée quelle que soit la nature de la créance et, en conséquence, quel que soit le juge compétent pour en connaître, sous réserve des exceptions prévues à l'alinéa 5 de cet article 1338.

Lorsqu'il s'agit d'une demande portant sur une créance qui n'excède pas 1.860 euros et que le débiteur est une « entreprise », la demande relèvera de la compétence du juge de paix dans le cadre de sa compétence générale (article 590 du Code judiciaire), sauf si la dette relève d'une compétence qui est soustraite par la loi à la juridiction du juge de paix ¹².

¹¹ Ce que confirme l'exposé des motifs : lorsque le débiteur est un « consommateur » (c'est-à-dire une personne physique qui n'est pas une « entreprise »), « le projet [...] prévoit [...] un seuil au-delà duquel la procédure ne pourra plus être introduite à son encontre » (exposé des motifs, p. 2, *in fine*, et p. 3).

¹² Voir note de bas de page 5.

La loi ne prévoit pas non plus de limite quant au montant de la créance à récupérer lorsque le débiteur est une « entreprise ». En conséquence, lorsque la dette excède 1.860 euros, la procédure devra être introduite devant le tribunal normalement compétent pour connaître de ce litige dans le cadre d'une procédure normale. Il peut s'agir, selon les hypothèses, du tribunal de première instance, du tribunal de commerce ou du tribunal du travail. Ce large spectre de juridictions compétentes semble contraire à la volonté exprimée par l'auteur de l'avant-projet de centraliser les procédures et de spécialiser les juges appelés à connaître de telles demandes.

5. Selon l'auteur de l'avant-projet, le maintien d'une limitation quant au montant de la créance, portée de 1.860 à 2.500 euros, est justifiée par la nécessité de prévoir une protection particulière pour le débiteur personne physique qui n'est pas une « entreprise »¹³. L'exposé des motifs souligne que la suppression de toute limite quant au montant de la créance à récupérer lorsqu'il s'agit d'une créance résultant d'une transaction commerciale s'impose, par contre, en vertu de l'article 10 de la directive 2011/7/UE précitée du 16 février 2011 que l'avant-projet entend transposer. Il souligne encore que la directive opère la même distinction en excluant de son champ d'application toutes les créances dues par les « consommateurs ».

Dans son avis 26.713/2, la section de législation du Conseil d'État soulignait que

« L'on peut sérieusement s'interroger sur la question si pareille différence – aussi fondamentale – de régime procédural faite entre dettes civiles d'une part et dettes commerciales d'autre part, est compatible avec le principe d'égalité consacré aux articles 10 et 11 de la Constitution. Certes, la qualité de commerçant dans le chef du débiteur peut justifier certains aménagements aux règles ordinaires, liés spécialement à la nature commerciale des dettes et à l'existence d'une juridiction spécialisée en matière commerciale. Mais il paraît douteux que cette seule qualité puisse justifier qu'à l'égard de celui qui la possède, toute dette liquide soit récupérable par la voie de la procédure sommaire de recouvrement et ce quel qu'en soit le montant alors qu'à l'égard du débiteur non commerçant, seules les dettes de moins de 75.000 F pourront être récupérées selon cette procédure »¹⁴.

Cette observation garde toute sa pertinence à l'égard de l'article 1338 en projet du Code judiciaire.

Il en est d'autant plus ainsi qu'une seconde distinction est établie par le texte en projet. Bien que le dispositif ne traduise pas correctement la volonté de l'auteur de l'avant-projet sur ce point, il ressort du commentaire de l'article 5 que l'exigence de la production d'« un écrit émanant du débiteur », actuellement prévue dans tous les cas en vertu de l'article 1338 du Code judiciaire, n'est maintenue dans le texte en projet qu'à l'égard du débiteur « consommateur ». En d'autres termes, à l'égard du débiteur non-consommateur, cette procédure unilatérale et sommaire pourra être engagée sans limitation quant aux montants réclamés et sans que le créancier ne doive produire, pour justifier sa créance, un « écrit émanant du débiteur ». Or, comme le relève le commentaire de l'article, l'exigence d'un écrit émanant du débiteur s'impose « afin d'éviter que l'ordonnance ne soit délivrée que sur la base des éléments émanant du seul créancier », ce qui

¹³ Exposé des motifs, introduction, alinéa 7, commentaire de l'article 5.

¹⁴ Avis 26.713/2 donné le 16 mars 1998 sur un avant-projet de loi 'modifiant le Code judiciaire en matière de procédure sommaire d'injonction de payer'.

sera bien le cas lorsque le débiteur est un non-consommateur. Il appartient à l'auteur de l'avant-projet, soit de revoir l'équilibre entre les différentes catégories de débiteurs, soit de pouvoir mieux justifier de telles différences de traitement.

6. C'est sous réserve de ces observations générales que sont formulées les observations particulières qui suivent, en ce compris les propositions de texte qui y figurent.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

DISPOSITIF

Article 3

Il y a lieu de préciser dans la phrase liminaire qu'il s'agit de l'article 591 du Code judiciaire tel qu'il a été en dernier lieu modifié par la loi du 24 mars 2003.

Article 5

(modification de l'article 1338 du Code judiciaire)

Alinéa 1^{er}

1.1. L'article en projet ajoute au texte actuel la précision que la dette doit être exigible à la date du dépôt de la requête en vue de se conformer à ce qui est prévu à l'article 4 du règlement (CE) 1896/2006 du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 'instituant une procédure européenne d'injonction de payer'. Cet ajout n'appelle pas d'observation, sous réserve qu'il conviendrait sans doute de remplacer la notion de « dépôt de la requête » par celle de « l'introduction de la demande ».

En effet, outre le dépôt matériel de la requête, le demandeur doit acquitter le paiement des droits de mise au rôle, qui seul parfait l'introduction de la demande.

1.2. Un doute subsiste toutefois à cet égard. En effet, selon l'avis donné d'office par le Conseil supérieur de la Justice, le 26 janvier 2011, sur l'application de l'injonction de payer européenne, en ce qui concerne les droits de rôle, « la tendance actuelle et généralisée est de demander de traiter une injonction de payer européenne au même titre que les demandes unilatérales inscrites sur le 'rôle B' et pour lequel le droit de rôle correspondant est dû (article 269² du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe) ». Il s'agit du droit réduit visé à l'article 269² du même code.

Or, la mise au rôle et le paiement des frais fixes y correspondant doivent intervenir au moment du dépôt de la requête. Par contre, le recours à la demande en conciliation préalable, prévue à l'article 731 du Code judiciaire, n'entraîne aucune perception de droits de mise au rôle dès lors que la conciliation est précisément préalable à l'introduction de la demande.

En ce qui concerne la procédure sommaire d'injonction de payer, telle que modifiée par le texte en projet, le dépôt de la requête unilatérale en délivrance d'un titre

exécutoire va dorénavant automatiquement conduire à une tentative de conciliation (article 1342, § 1^{er}, en projet, du Code judiciaire). Or, ce n'est que lorsqu'il envisage la poursuite de la procédure, à défaut de conciliation, que le texte en projet évoque le paiement des droits de mise au rôle (article 1342, § 2, en projet, du Code judiciaire), laissant apparemment entendre que ces droits ne devraient pas être acquittés avant le constat de l'échec de la conciliation.

L'exposé des motifs étant muet sur ce point, il revient à l'auteur de l'avant-projet de clarifier cette question. En fonction de cette clarification, il sera fait mention « du dépôt de la requête » ou de « l'introduction de la demande » à l'alinéa 1^{er} de l'article 1338 en projet du Code judiciaire.

2. L'alinéa 1^{er} de l'article 1338, en projet, du Code judiciaire vise par ailleurs toute « demande incontestée ».

Ce n'est toutefois pas la « demande » en justice qui doit être incontestée. C'est la dette qui justifie cette demande qui doit l'être.

Le texte en projet sera en conséquence modifié comme suit :

« Toute demande tendant au paiement d'une dette incontestée, liquide et exigible [...] » (... la suite comme à l'avant-projet).

Alinéas 2, 3 et 4

1. *A priori*, l'alinéa 2 de l'article 1338 en projet du Code judiciaire est dépourvu de sens à défaut de proposition principale.

Il semble toutefois ressortir de l'exposé des motifs que le but de cet alinéa est de prévoir que, lorsque le débiteur est une personne physique qui n'est pas une entreprise au sens du futur article 573, 1^o, du Code judiciaire, la demande doit se fonder sur un écrit émanant du débiteur. Il s'agit d'une exigence prévue par le texte actuel mais qui n'est plus émise par celui en projet lorsque le débiteur est une entreprise.

Si telle est effectivement l'intention de l'auteur de l'avant-projet, le texte pourrait être rédigé comme suit :

« La demande doit être fondée sur un écrit émanant du débiteur si celui-ci est une personne physique qui n'est pas une entreprise au sens de l'article 573, 1^o ».

2. L'alinéa 3 en projet reproduit le texte de l'actuel alinéa 2. L'alinéa 4 a pour but d'illustrer le contenu de l'alinéa 3. Dès lors que l'hypothèse visée par ces dispositions ne trouverait plus à s'appliquer qu'aux cas où le débiteur est une personne physique qui n'est pas une entreprise, il conviendrait de rédiger l'alinéa 3 comme suit :

« Dans l'hypothèse visée à l'alinéa précédent, l'écrit qui sert de fondement à la demande ne doit pas nécessairement être une reconnaissance de dette ».

Les alinéas 3 et 4 devraient être rassemblés en un seul alinéa.

Alinéa 5

1. Cette disposition reprend, *mutatis mutandis*, l'article 2 du règlement CE 1896/2006 précité.

Dans un souci d'uniformisation de la terminologie utilisée, il serait utile au 7° d'évoquer les « dettes » et non « les créances ».

2. Au 7°, b) et au 8°, il est inutile de rappeler que les dettes doivent être « liquides » dès lors qu'il s'agit d'une condition générale déjà visée à l'alinéa 1^{er}.

Cette précision sera omise.

Article 6

(modification de l'article 1339 du Code judiciaire)

1. L'article 6 du texte en projet propose de remplacer l'actuel article 1339 du Code judiciaire par le texte qu'il suggère. La justification de ce remplacement est exposée comme suit dans le commentaire :

« [...], les frais à charge des parties sont comprimés en supprimant la signification par exploit d'huissier de justice. Cette signification implique un alourdissement inutile des frais de justice surtout lorsque l'action concerne de faibles montants ».

Cette justification manque de pertinence dès lors qu'en l'état actuel des textes, le recours à la sommation par exploit d'huissier n'est nullement obligatoire, le créancier disposant d'une option : soit l'exploit d'huissier, soit le pli recommandé avec accusé de réception. La sécurité juridique et l'autonomie des choix du créancier doivent conduire à maintenir cette option en faveur du créancier.

2. L'article 1339, alinéa 1^{er}, en projet du Code judiciaire reste par ailleurs en défaut de concrétiser cette intention, dès lors qu'il prévoit encore que la sommation de payer peut être, « soit signifiée au débiteur par exploit d'huissier, soit adressée par recommandé à la poste ».

La comparaison du texte actuel avec celui qui le remplace montre que le texte proposé ne correspond manifestement pas à l'intention de son auteur. Il semble que l'option de la sommation par exploit d'huissier aurait dû être supprimée si le dispositif visait à traduire effectivement l'intention de l'auteur du texte en projet. Cela ressort par ailleurs de l'alinéa 2 du texte en projet, qui ne reprend plus les mots « ou l'exploit »¹⁵.

3. Le texte en projet appelle par ailleurs les observations suivantes :

- Le remplacement du pli recommandé avec accusé de réception par un simple pli recommandé à la poste n'est pas justifié au regard de la sécurité juridique. Le pli recommandé avec accusé de réception ne constitue pas une formalité à ce point plus lourde que le pli recommandé simple, qu'il s'impose de la supprimer alors qu'elle offre des garanties quant à la réception effective de la sommation à payer, essentielle dès lors qu'il s'agit d'une étape préalable à une procédure qui sera par la suite poursuivie de manière unilatérale.

- En ce qui concerne la mention prévue au 3° de l'alinéa 2, le texte gagnerait à préciser de quelle manière le débiteur peut contester « la demande » et ainsi « mettre fin à la procédure sommaire d'injonction de payer ». Il serait également préférable de remplacer le mot « demande » par le mot « créance ». C'est en effet la contestation de la créance qui rend obsolète le recours à la procédure sommaire d'injonction de payer.

Article 7

(modification de l'article 1340 du Code judiciaire)

Alinéa 1^{er}

1. La section de législation n'aperçoit pas pour quelle raison le délai de « quinze jours qui suivent l'expiration du délai prévu à l'article 1339 » actuellement imparti par l'article 1340, alinéa 1^{er}, du Code judiciaire, devient, dans l'avant-projet, « un délai raisonnable », ce qui, s'agissant d'une condition de recevabilité de la requête, est de nature à provoquer une insécurité juridique inutile.

Le commentaire de l'article ne comporte du reste aucune explication sur ce point.

2. En vertu de l'article 1340, alinéa 3, 2°, actuel du Code judiciaire, le demandeur doit notamment joindre à la requête un certificat établissant que le débiteur est inscrit à l'adresse indiquée sur les registres de la population ». Cette exigence minimale s'impose afin de pouvoir s'assurer que tant la sommation à payer, préalable à l'introduction de la demande, visée à l'article 1339 en projet du même code, que la convocation à comparaître en conciliation, visée à l'article 1342 en projet du Code judiciaire, atteignent bien le débiteur à son domicile ou sa résidence.

Le texte en projet ne comporte plus cette exigence.

¹⁵ Voir aussi l'article 1340, alinéa 3, en projet du Code judiciaire.

Dans son avis précité donné d'office, le Conseil supérieur de la Justice relève à cet égard :

« Aux termes de l'article 7, 2^e alinéa, a), du Règlement, la demande doit mentionner le nom et l'adresse du défendeur. L'exactitude de ces données est essentielle parce que la juridiction veille en vertu de l'article 12, 5^e alinéa du Règlement, à ce que l'injonction de payer soit signifiée ou notifiée au défendeur conformément au droit national, et parce que, en l'absence d'opposition, l'injonction de payer devient exécutoire ».

Il admet néanmoins qu'il n'apparaît pas clairement du texte du règlement (CE) 1896/2006 précité si celui-ci permet d'imposer au demandeur de joindre un certificat de domicile en annexe à sa demande.

Dans un souci de donner un effet réel aux garanties avancées par le texte en projet en vue de protéger le débiteur, il s'impose qu'aucun doute ne puisse subsister quant à la correcte réception par le débiteur de la sommation et de la convocation en conciliation. Il se justifie dès lors de maintenir l'obligation faite au requérant de joindre à sa requête soit un extrait du registre de la population attestant que la sommation a bien été envoyée au domicile ou à la résidence du débiteur, soit un extrait de la Banque Carrefour des entreprises attestant, lorsque le débiteur est une entreprise, que ces mêmes actes ont bien été envoyés à son siège social.

Alinéa 4

Si comme le souligne le commentaire de l'article, la signature d'un avocat n'est plus requise, ce qui constitue une dérogation au droit commun des procédures sur requête unilatérale, le texte en projet ne doit pas pour autant exclure cette possibilité. Il convient dès lors de préciser que la requête peut être signée par le requérant, par son avocat ou par un représentant légal visé à l'article 728, §§ 2 et 3, du Code judiciaire.

En effet, l'avocat n'est pas le « représentant légal » de son client et n'est donc pas visé par cette notion.

Article 8

(modification de l'article 1341 du Code judiciaire)

1. En l'état actuel, l'article 1341 du Code judiciaire est rédigé comme suit :

« La requête est déposée au greffe, visée à sa date par le greffier et inscrite dans un registre tenu à cette fin. Elle est versée au dossier de la procédure ainsi que, le cas échéant, toute communication adressée au juge par le débiteur.

Elle peut aussi être adressée sous pli par l'avocat au greffier ».

La disposition en projet vise à remplacer l'alinéa 2.

Suivant le commentaire de cet article,

« Dorénavant, l'alinéa 2 de l'article 1341 prévoit également la possibilité d'adresser la requête par lettre recommandée au greffier. Si le requérant a un avocat, celui-ci garde la faculté d'adresser cette requête par lettre ordinaire au greffier ».

Cette intention ne correspond toutefois pas à l'article 1341, alinéa 2, en projet du Code judiciaire, qui prévoit que « [l]a requête peut également être adressée au greffier sous pli ou par fax ».

La disposition sera réexaminée.

2. La communication de la requête au greffe du tribunal saisi par courrier ou par télécopieur pose toutefois à nouveau la question, déjà abordée, du paiement des droits fixes de mise au rôle et de la date effective du « dépôt » de la requête.

Article 9

(modification de l'article 1342 du Code judiciaire)

Paragraphe 1^{er}

1. Le texte en projet innove en introduisant une « conciliation préalable » qui intervient après le dépôt de la requête unilatérale mais avant que le juge ne statue sur les mérites de cette requête. Il s'agit d'une protection offerte au débiteur qui vient contrebalancer la possibilité offerte au créancier d'obtenir un titre exécutoire pour le recouvrement de sa créance sans devoir recourir à une procédure contradictoire. Comme le reconnaît toutefois l'exposé des motifs, cette étape nouvelle s'inscrit mal dans le cadre de la procédure sommaire d'injonction de payer dès lors « qu'il est ici en principe question d'une procédure accélérée qui a lieu sur requête unilatérale »¹⁶.

2. La rédaction de l'alinéa 1^{er} doit être revue.

D'une part, il convient de préciser que la convocation du demandeur (« le créancier » et non le « créiteur ») et du débiteur doit intervenir dans les huit jours du dépôt de la requête.

D'autre part, il convient de préciser également sous quelle forme cette convocation intervient. On peut s'inspirer à cet égard de ce qui est prévu par l'article 732 du Code judiciaire, qui prévoit une convocation par simple lettre du greffe, ce qui correspond au souhait de déformalisation de la procédure sommaire.

Enfin, il s'impose de prévoir, toujours par référence à l'article 732 du Code judiciaire, que la convocation doit se faire « dans le délai ordinaire des citations, aux jour et heure

¹⁶ Exposé des motifs, p. 2.

fixés par le juge ». Cette dernière exigence impose de revoir le paragraphe 2 de l'article 1342 en projet du Code judiciaire ¹⁷.

L'article 1342, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du Code judiciaire gagnerait en conséquence à être rédigé comme suit :

« Dans les huit jours du dépôt de la requête, le demandeur et le débiteur sont convoqués par simple lettre du greffier à comparaître en conciliation dans le délai ordinaire des citations, aux jour et heure fixés par le juge ».

3. L'alinéa 2 devrait ensuite viser la précision apportée à l'alinéa 3 de l'article 1342, § 1^{er}, du même code, en projet, qui serait rédigé comme suit :

« Il est mentionné dans la convocation que la procédure est susceptible d'aboutir à la délivrance d'un titre exécutoire à l'encontre du débiteur ».

En effet, il ne convient pas de préciser que ce risque n'existe qu'à défaut de comparution en conciliation dès lors que, si la conciliation aboutit, le procès-verbal actant celle-ci constituera lui-même un titre exécutoire.

4. Enfin un alinéa 3 devrait porter sur l'issue de la procédure en conciliation, et pourrait se lire comme suit :

« Il est dressé procès-verbal de la comparution en conciliation. Si un accord intervient, le procès-verbal en constate les termes et l'expédition est revêtue de la formule exécutoire. En cas de non-conciliation, la procédure se poursuit conformément aux paragraphes 2 et suivants du présent article, sauf si le débiteur a fait savoir, à l'occasion de la procédure en conciliation qu'il contestait la créance, auquel cas la procédure prend fin de plein droit » ¹⁸.

Paragraphe 2

1. Le paragraphe 2 de l'article 1342 en projet du Code judiciaire organise la poursuite de la procédure à défaut de conciliation. Il est prévu que le juge statue sur les mérites de la requête dans les quinze jours du dépôt de celle-ci. Ce délai repris de l'actuel texte en vigueur est incompatible avec la procédure en conciliation mise en place par le paragraphe 1^{er} de ce même article 1342 en projet. Il convient au contraire de préciser que le juge statuera sur les mérites de la requête dans les quinze jours du procès-verbal de non-conciliation.

2. En ce qui concerne la référence au paiement des droits de mise au rôle, il est renvoyé à l'observation n° 1.2 formulée sous l'article 5, alinéa 1^{er}, de l'avant-projet.

¹⁷ Voir ci-dessous les observations formulées sous ce paragraphe.

¹⁸ Ce que confirme la mention prévue à l'article 1339, alinéa 2, 3°, en projet du Code judiciaire.

3. L'alinéa 2 gagnerait en lisibilité s'il était scindé en deux alinéas. Un premier alinéa, qui constituerait l'alinéa 2, de l'article 1342, § 2, en projet, du Code judiciaire, concernerait la prolongation éventuelle du délai de quinze jours visé à l'alinéa 1^{er}. Un alinéa 2, qui constituerait l'alinéa 3 de l'article 1342, § 2, en projet, du même code, concernerait l'ordonnance et son envoi au requérant. Ce dernier alinéa gagnerait à être rédigé comme suit, en s'inspirant de ce qui est prévu à l'article 792, alinéa 1^{er}, du Code judiciaire :

« L'ordonnance est délivrée en chambre du conseil. Une copie non signée de l'ordonnance est adressée par le greffier, dans les huit jours, sous simple lettre, au requérant ou, le cas échéant, à son avocat ».

Paragraphe 3

1. À l'alinéa 1^{er}, dernière phrase, il convient d'ajouter « ou, le cas échéant, son avocat », entre « requérant » et « sans ». Un ajout similaire sera apporté à l'article 1342, § 4, alinéa 2, en projet, du Code judiciaire entre « requérant » et « peut ».

2. À l'alinéa 2, il serait plus cohérent, au regard du droit commun des notifications fixé à l'article 53*bis* du Code judiciaire, de prévoir que le délai de quinze jours compte non pas à dater de l'envoi du courrier mais de sa notification. L'article 53*bis* présume qu'en cas d'envoi par recommandé simple, la notification, lorsqu'elle fait courir un délai, intervient le troisième jour ouvrable qui suit l'envoi.

3. Aux termes de l'alinéa 2, le juge peut inviter le requérant à compléter ou rectifier sa demande « si les conditions énoncées à l'article 1340 (du Code judiciaire) ne sont pas réunies ». L'alinéa 3 vise l'éventuelle incompétence du juge saisi de la requête et se distingue donc de l'hypothèse visée à l'alinéa 2. Il conviendrait dès lors de réécrire l'alinéa 3.

Paragraphe 4

Le texte en projet reste en défaut de déterminer de quelle autorité est revêtue la décision qui ne fait pas droit à la demande ou qui n'y fait que partiellement droit. Le commentaire de l'article laisse toutefois entrevoir que le reliquat de la créance, non accepté par le juge dans le cadre de la procédure sommaire, peut faire l'objet d'une action contradictoire de droit commun.

Dans un souci de sécurité juridique et afin d'éviter toute contestation éventuelle quant à la possibilité de saisir le juge dans le cadre d'une procédure contradictoire, en cas de refus total ou partiel de la demande introduite au bénéfice de la procédure sommaire d'injonction de payer, le texte en projet gagnerait à préciser, si telle est bien l'intention de l'auteur de l'avant-projet, que le rejet total ou partiel de la demande, n'est pas revêtu de l'autorité de la chose jugée en ce qui concerne la débiteur de la dette, seul son caractère non contesté n'ayant pas été admis et qu'en conséquence cette même dette pourra toujours faire l'objet d'une action en recouvrement dans le cadre d'une procédure contradictoire de droit commun ultérieure ayant, en tout ou en partie, le même objet.

Article 11

(modification de l'article 1344 du Code judiciaire)

1. À l'alinéa 1^{er} du paragraphe 1^{er}, de l'article 1344 en projet du Code judiciaire, il convient de remplacer, dans la version française, les mots « siège d'opération » par « siège d'exploitation ».
2. Au paragraphe 2, alinéa 2, le « formulaire type F » au moyen duquel le défendeur peut former opposition à l'injonction de payer européenne auprès de la juridiction d'origine, visé à l'article 16, paragraphe 1, du règlement (CE) 1896/2006 précité, figure dans l'annexe VI – et non IV – de ce règlement.

Article 13

L'article 13 est rédigé de manière trop sibylline. Même s'il va de soi que le rapport d'évaluation dont il est question dans cette disposition concerne la matière réglée par la loi en projet, le texte doit être complété pour préciser l'objet de ce rapport.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAAND VORMVEREISTE

Uit artikel 6, § 1, van de wet van 15 december 2013 ‘houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging’, in werking getreden op 1 januari 2014, volgt dat voor het voorliggende ontwerp in principe een impactanalyse moet worden uitgevoerd.

Er behoort derhalve op toegezien te worden dat dit vormvereiste naar behoren wordt vervuld.

STREKKING VAN HET VOORONTWERP

1. Het voorontwerp strekt tot hervorming van de huidige summiere rechtspleging om betaling te bevelen, die vervat is in de artikelen 1338 en volgende van het Gerechtelijk Wetboek, enerzijds teneinde de nationale rechtspleging “meer in overeenstemming” te brengen met de vereisten die voortvloeien uit verordening (EG) 1896/2006, ‘waarbij de Europese betalingsbevelprocedure is ingevoerd’, en anderzijds voor de “verbetering van het Belgische ondernemersklimaat”.¹

In dat verband wordt in de memorie van toelichting het volgende aangegeven:

“Het is (...) absoluut noodzakelijk voor bedrijven en ondernemers dat zij op een snelle, goedkope en efficiënte wijze die schulden kunnen laten innen die niet door de schuldenaar worden betwist”.²

De ontworpen tekst strekt er tevens toe artikel 10 van richtlijn 2011/7/EU van 16 februari 2011 ‘betreffende bestrijding van betalingsachterstand bij handelstransacties’ om te zetten in nationaal recht.

2. De summiere rechtspleging om betaling te bevelen is reeds geruime tijd geregeld in het Gerechtelijk Wetboek. De bedoeling ervan is dat de schuldeiser op een eenvoudiger wijze een uitvoerbare titel kan verkrijgen door middel van een eenzijdige procedure, waarbij voorbijgegaan wordt aan de omstandigheid dat gerechtelijke procedures in principe op tegenspraak verlopen. Deze rechtspleging kan alleen voor “niet betwiste” vorderingen worden overwogen.

¹ Memorie van toelichting, p. 2.

² Memorie van toelichting, p. 2.

Deze rechtspleging is in het Belgisch recht nooit erg succesrijk geweest, niettegenstaande de talrijke wijzigingen die in de teksten zijn aangebracht.³

3. Om de geformuleerde doelstelling te bereiken, strekt het huidige voorontwerp er voornamelijk toe:

- ervoor te zorgen dat die summiere rechtspleging kan worden gevolgd zonder enige beperking qua bedrag van de uitstaande schuldvordering, wanneer de schuldenaar geen “consument” is,⁴

- de procedure te versnellen en minder formalistisch te maken,

- de grondvoorwaarden te verlichten,

- de geschillen te centraliseren.

De rechten van de schuldenaar te garanderen, enerzijds door het invoeren van een procedure van minnelijke schikking, en anderzijds door de aanwending van die summiere rechtspleging alleen toe te staan voor schuldvorderingen die niet meer dan 2.500 euro bedragen wanneer de schuldenaar een “consument” is.

ALGEMENE OPMERKINGEN

De keuze van de bevoegde rechter en de verschillende behandeling van de schuldenaar die een natuurlijke persoon en geen onderneming is en de schuldenaar die wel een onderneming is

1. Bij de huidige stand van de wetgeving is de summiere rechtspleging om betaling te bevelen krachtens artikel 1338 van het Gerechtelijk Wetboek alleen mogelijk voor schuldvorderingen waarvan het bedrag niet hoger ligt dan 1.860 euro, namelijk het maximumbedrag voor de geschillen die onder de algemene bevoegdheid van de vrederechter vallen (artikel 590, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek).⁵ Volgens de huidige redactie van artikel 1338 van het Gerechtelijk Wetboek wordt de summiere rechtspleging om betaling te bevelen bovendien beperkt tot de vorderingen die “tot de bevoegdheid van de vrederechter” behoren.

³ Volgens H. Storme gaat het om een notoir voorbeeld van een inefficiënte procedure (H. STORME, “Europese betalingsbevelprocedure”, *NjW*, nr. 196, 100). Over de geringe bijval die de Belgische rechtspleging om betaling te bevelen geniet, zie E. GUINCHARD, “La procédure européenne est née - Vive le créancier!”, in *Le droit judiciaire en mutation - En hommage à Alphonse Kohl*, C.U.P., deel 95, Louvain-la-Neuve, Anthemis, 2007, 11, noot 14; P. GIELEN, “Guide pratique de la procédure européenne d’injonction de payer”, *J.T.*, 2009, 661 e.v.

⁴ De tekst maakt meer bepaald een onderscheid tussen enerzijds schuldenaars die een natuurlijke persoon en geen onderneming zijn in de zin van het toekomstige nieuwe artikel 573, 1°, van het Gerechtelijk Wetboek, die geacht worden economisch en juridisch in een zwakke positie te staan en die moeten worden beschermd door de invoering van een maximumbedrag voor de schuldvordering, en anderzijds schuldenaars die een natuurlijke persoon of rechtspersoon en een “onderneming” zijn en waarvoor geen enkele beperking meer geldt.

⁵ “De vrederechter neemt kennis van alle vorderingen waarvan het bedrag 1.860 EUR niet te boven gaat, behalve die welke de wet aan zijn rechtsmacht onttrekt, inzonderheid de vorderingen bedoeld in de artikelen 569 tot 571, 574 en 578 tot 583.”

De ontworpen tekst strekt ertoe de werkingssfeer van de summiere rechtspleging om betaling te bevelen uit te breiden door ze niet meer te beperken tot vorderingen die tot de bevoegdheid van de vrederechter behoren, en tegelijk de bevoegdheid van de vrederechter ter zake uit te breiden.

Het ontworpen artikel 591, 23°, van het Gerechtelijk Wetboek (artikel 3 van het voorontwerp) stelt: “Ongeacht het bedrag van de vordering, neemt de vrederechter kennis” van de vorderingen ingesteld met toepassing van de summiere rechtspleging om betaling te bevelen “wanneer deze ingediend worden tegen een natuurlijke persoon die geen onderneming is in de zin van artikel 573, 1°, van het Gerechtelijk Wetboek.”⁶ Voorts luidt het ontworpen artikel 1338, vijfde lid, 8°, van hetzelfde Wetboek (artikel 5 van het ontwerp) als volgt:

“De bepalingen van dit hoofdstuk zijn echter niet van toepassing op:

(...)

8° De vaststaande schulden van natuurlijke personen die geen onderneming zijn zoals bedoeld in artikel 573, 1°, die een geldsom betreffen waarvan het bedrag hoger ligt dan 2500 €.”

2. De Raad van State acht het noodzakelijk de steller van de tekst te wijzen op zijn advies 53.709/2/V van 5 augustus 2013 over het voorontwerp van wet ‘tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek, de voorafgaande titel van het Wetboek van strafvordering en het Wetboek van strafvordering met het oog op de toekenning van bevoegdheid aan de natuurlijke rechter in een aantal materies’.⁷ Bij dat voorontwerp worden wijzigingen aangebracht in artikel 573, 1°, van het Gerechtelijk Wetboek, waarnaar verwezen wordt in de tekst die thans om advies aan de Raad van State is voorgelegd, en wordt in die bepaling meer bepaald het begrip “onderneming” ingevoerd.

In dat advies wordt immers in de volgende bewoordingen een belangrijk voorbehoud gemaakt ten aanzien van de nieuw voorgestelde tekst van artikel 573, 1°, en inzonderheid in zoverre het begrip “onderneming” wordt gebezigd, dat dubbelzinnig lijkt en meerdere betekenissen kan hebben:

“Artikel 2 van het voorontwerp wijzigt artikel 573 van het Gerechtelijk Wetboek, dat handelt over de materiële bevoegdheid van de rechtbank van koophandel. Voor deze bevoegdheid wordt voortaan uitgegaan van het begrip ‘onderneming’, terwijl van de begrippen ‘kooplieden’ en ‘handelaar’ wordt afgestapt.

In de ontworpen bepaling wordt die bevoegdheid als volgt omschreven:

‘De rechtbank van koophandel neemt in eerste aanleg kennis:

⁶ Artikel 573, 1°, van het Gerechtelijk Wetboek luidt thans nog steeds als volgt: “De rechtbank van koophandel neemt in eerste aanleg kennis: 1° van de geschillen tussen kooplieden, die handelingen betreffen die de wet als daden van koophandel aanmerkt en die niet onder de algemene bevoegdheid van de vrederechter of onder de bevoegdheid van de politierechtbanken vallen.” Onder voorbehoud van de opmerkingen die hieronder in punt 2 van de algemene opmerking worden gemaakt, moet de steller van het voorontwerp erop toezien dat de wijziging van deze bepaling, die in de memorie van toelichting in het vooruitzicht wordt gesteld, in werking treedt voordat het voorliggende voorontwerp wordt aangenomen.

⁷ Het ontwerp is op 14 januari 2014 aangenomen in de Commissie voor de Justitie van de Kamer (*Parl.St.* Kamer 2013-14, 3076/4).

1° van de geschillen tussen ondernemingen, zijnde personen die op duurzame wijze een economisch doel nastreven, dat betrekking heeft op een handeling verricht in het kader van de verwezenlijking van dat doel en die niet onder de bijzondere bevoegdheid van andere rechtscolleges vallen’.

In de bespreking van dat artikel definieert de steller het begrip ‘onderneming’ evenwel door te verwijzen naar andere teksten, teneinde de inhoud ervan daarop af te stemmen, zoals inzonderheid de verwijzing naar (artikel 2, 1°, van) de wet van 6 april 2010 ‘betreffende marktpraktijken en consumentenbescherming’, waarin bepaald wordt dat onder het begrip ‘onderneming’ verstaan wordt

‘elke natuurlijke persoon of rechtspersoon die op duurzame wijze een economisch doel nastreeft, alsmede zijn verenigingen’⁸.

In het algemeen gedeelte van de memorie van toelichting wordt eveneens verwezen naar de wet van 31 januari 2009 betreffende de continuïteit van de ondernemingen, waarvan de artikelen 3 en 4 luiden als volgt:

‘Art. 3. Deze wet is toepasselijk op de volgende schuldenaren: de kooplieden bedoeld in artikel 1 van het Wetboek van koophandel, de landbouwers, de landbouwvennootschap bedoeld in artikel 2, § 3, van het Wetboek van vennootschappen en de burgerlijke vennootschappen met handelsvorm bedoeld in artikel 3, § 4, van hetzelfde wetboek.

Art. 4. Deze wet is niet toepasselijk op de burgerlijke vennootschappen met handelsvorm die de hoedanigheid hebben van een lid van een vrij beroep zoals omschreven in artikel 2, 1°, van de wet van 2 augustus 2002 betreffende de misleidende en vergelijkende reclame, de onrechtmatige bedingen en de op afstand gesloten overeenkomsten inzake de vrije beroepen, of waaronder de beoefenaars van een vrij beroep hun activiteit uitoefenen.

Deze wet is evenmin toepasselijk op de kredietinstellingen, de verzekeringsondernemingen, de beleggingsondernemingen, de beheervenootschappen van instellingen voor collectieve belegging, de verrekenings- en vereffeningsinstellingen en de daarmee gelijkgestelde instellingen, en de herverzekeringsondernemingen’.

Naar aanleiding van een prejudiciële vraag met betrekking tot de wet van 6 april 2010 ‘betreffende marktpraktijken en consumentenbescherming’⁹, heeft het Grondwettelijk Hof gewezen op de dubbelzinnigheid van het begrip ‘onderneming’, in arrest 192/2011 van 15 december 2011:

‘B.1.1. De wet van 6 april 2010 betreffende marktpraktijken en consumentenbescherming (hierna: WMPC) is, net zoals de richtlijn 2005/29/EG van het Europees Parlement en de Raad van 11 mei 2005 'betreffende oneerlijke handelspraktijken van ondernemingen jegens consumenten op de interne markt en tot wijziging van Richtlijn 84/450/EEG van de Raad, Richtlijnen 97/7/EG, 98/27/EG en 2002/65/EG van het Europees Parlement en de Raad en van Verordening (EG) nr. 2006/2004 van het Europees Parlement en de Raad' (hierna: de Richtlijn Oneerlijke Handelspraktijken) waarop zij grotendeels steunt, van toepassing op 'ondernemingen'.

⁸ Voetnoot 9 van het geciteerde advies: Dezelfde definitie van het begrip “onderneming” wordt gegeven in het ontworpen artikel I.1., eerste lid, 1°, dat opgenomen wordt in Titel 1 (“Algemene definities”) van Boek I (“Definities”) van het Wetboek van economisch recht (*Parl.St.* Kamer 2012-2013, nr. 2836/001).

⁹ Voetnoot 10 van het geciteerde advies: Waarnaar eveneens verwezen wordt in het algemeen gedeelte van de memorie van toelichting.

Het begrip 'onderneming' in de zin van het recht van de Europese Unie omvat ook de beoefenaars van een vrij beroep (HvJ, 12 september 2000, C-180/98-C-184/98, *Pavlov e.a.*, punt 77; HvJ, 19 februari 2002, C-309/99, *Wouters e.a.*, punten 45-49).

B.1.2. In tegenstelling tot voormelde richtlijn, sluit artikel 3, § 2, van de WMPC evenwel de beoefenaars van een vrij beroep, alsook de tandartsen en de kinesisten, uit van haar toepassingsgebied. De 'beoefenaar van een vrij beroep' wordt door artikel 2, 2°, van de WMPC gedefinieerd als 'elke onderneming die geen koopman is in de zin van artikel 1 van het Wetboek van koophandel en die onderworpen is aan een bij wet opgericht tuchtorgaan'.

B.1.3. De beoefenaars van een vrij beroep zijn daarentegen wel onderworpen aan de bepalingen van de wet van 2 augustus 2002 betreffende de misleidende en vergelijkende reclame, de onrechtmatige bedingen en de op afstand gesloten overeenkomsten inzake de vrije beroepen (hierna: WVB), voor zover zij vallen onder de andersluidende definitie van 'vrij beroep' in artikel 2, 1°, van die wet, zijnde 'elke zelfstandige beroepsactiviteit die dienstverlening of levering van goederen omvat welke geen daad van koophandel of ambachtsbedrijvigheid is, zoals bedoeld in de wet van 18 maart 1965 op het ambachtsregister en die niet wordt bedoeld in de wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de consument, met uitsluiting van de landbouwbedrijvigheden en de veeteelt'.

B.2. De prejudiciële vraag heeft betrekking op, enerzijds, de uitsluiting van de beoefenaars van vrije beroepen uit het toepassingsgebied van de WMPC en, anderzijds, de daaruit voortvloeiende mogelijkheid voor de beoefenaars van de vrije beroepen om, in tegenstelling tot het bepaalde in artikel 624, 1°, 2° en 4°, van het Gerechtelijk Wetboek, een 'forumkeuze' te bedingen.

B.3.1. Volgens een vaste rechtspraak van het Hof van Justitie van de Europese Unie is een onderneming 'elke eenheid die een economische activiteit uitoefent, ongeacht haar rechtsvorm en de wijze waarop zij wordt gefinancierd' (HvJ, 23 april 1991, C-41/90, *Höfner en Elser*, punt 21; HvJ, 16 november 1995, C-244/94, *Fédération française des sociétés d'assurances e.a.*, punt 14; HvJ, 19 februari 2002, C-309/99, *Wouters e.a.*, punt 46).

Een 'economische activiteit' is volgens het Hof van Justitie 'iedere activiteit bestaande in het aanbieden van goederen en diensten op een bepaalde markt' (HvJ, 16 juni 1987, C-118/85, *Commissie t. Italië*, punt 7; HvJ, 18 juni 1998, C-35/96, *Commissie t. Italië*, punt 36; HvJ, 19 februari 2002, C-309/99, *Wouters e.a.*, punt 47).

B.3.2. Artikel 2, 1°, van de WMPC definieert de 'onderneming' als 'elke natuurlijke persoon of rechtspersoon die op duurzame wijze een economisch doel nastreeft, alsmede zijn verenigingen'. Uit de parlementaire voorbereiding blijkt dat dit begrip moet worden opgevat in dezelfde zin als het begrip 'onderneming' in het nationale en het Europese mededingingsrecht, behoudens voor wat betreft de beoefenaars van vrije beroepen, de tandartsen en de kinesisten (*Parl.St.* Kamer, 2009-2010, DOC 52-2340/001, p. 14).

Deze dubbelzinnigheid wordt nog versterkt door de omstandigheid dat het ontworpen artikel 574, 5°, van het Gerechtelijk Wetboek (artikel 3, b), van het voorontwerp) van zijn kant verwijst naar het begrip ‘ondernemingen in de zin van artikel 2, 3°, van de wet van 16 januari 2003’ (‘tot oprichting van een Kruispuntbank van Ondernemingen, tot modernisering van het handelsregister, tot oprichting van erkende ondernemingsloketten en houdende diverse bepalingen’) en doordat in de artikelsgewijze bespreking die aan deze bepaling is gewijd, het volgende wordt gesteld:

‘Het begrip 'onderneming' wordt overgenomen uit de KBO-wet en omvat dus zowel de kooplieden in eigen naam, als de vennootschappen en alle rechtsvormen van ondernemingen’.

Overigens wordt in de bespreking van artikel 7 van het voorontwerp het volgende gepreciseerd:

‘Het begrip onderneming is een sleutelbegrip van de wet van 2 augustus 2002. Zowel in het Gerechtelijk Wetboek als in de wet van 2 augustus 2002 moet verduidelijkt worden dat de betrokken gedraging die is van een onderneming in de zin van de wet van 2 augustus 2002’¹⁰.

In artikel 2, 2°, van de wet van 2 augustus 2002 ‘betreffende de bestrijding van de betalingsachterstand bij handelstransacties’ wordt het begrip onderneming evenwel omschreven als

‘elke organisatie die handelt in het kader van haar zelfstandige economische of beroepsmatige activiteit, ook wanneer deze door slechts één persoon wordt uitgeoefend’,

terwijl artikel 8 van diezelfde wet, ten gevolge van artikel 10 van het ontwerp, zal worden gewijzigd teneinde het begrip ‘handelaars’ te vervangen door dat van ‘ondernemingen zoals bedoeld in artikel 573, 1°, van het Gerechtelijk Wetboek’.

Ten gevolge van de aanneming van het voorliggende voorontwerp, zullen in de voornoemde wet van 2 augustus 2002 derhalve met betrekking tot het begrip ‘onderneming’ twee definities worden gebezigd, waarvan niet zeker is of de inhoud ervan identiek is.

Aangezien het begrip onderneming dus geen eenvormig begrip is, enerzijds volgens de definitie die daarvan wordt gegeven in het ontworpen artikel 573, 1°, van het Gerechtelijk Wetboek, en anderzijds volgens de onderscheiden teksten waarnaar verwezen wordt in verschillende ontworpen bepalingen of waarop wordt gealludeerd in de memorie van toelichting, verdient het aanbeveling om, in het raam van het aannemen van de voorgenomen wijzigingen, erop toe te zien dat, ter wille van de rechtzekerheid ter zake, gezorgd wordt voor een meer uniforme en ondubbelzinnige invulling van dat begrip, meer bepaald in het licht van de andere bestaande wetgevingen, alsook van de verwante begrippen 'handelaars', 'verenigingen', 'burgerlijke vennootschappen' en 'vrije beroepen’.

De ontworpen tekst steunt evenwel op dat begrip onderneming teneinde verscheidene belangrijke aspecten op een verschillende wijze te regelen naargelang de schuldenaar al dan niet een “onderneming” is:

¹⁰ Voetnoot 11 van het geciteerde advies: In de bespreking van de artikelen 6 en 7 van het voorontwerp wordt overigens op impliciete wijze verwezen naar artikel 10 van het voorontwerp, waarbij artikel 8 van de voornoemde wet van 2 augustus 2002 gewijzigd wordt.

- mogelijkheid van de rechtspleging gebruik te maken, beperkt tot schulden die niet meer dan 2.500 euro bedragen, ten aanzien van natuurlijke personen die geen onderneming zijn;

- als gevolg hiervan: bevoegdheid van de vrederechter of van andere rechtscolleges, naargelang de schuldenaar al dan niet een onderneming is;

- ten slotte de mogelijkheid (ogenschijnlijk) om de vordering te baseren op andere gegevens dan een “geschrift dat van de schuldenaar uitgaat” wanneer deze schuldenaar een onderneming is.

De steller van het voorontwerp moet nagaan of hij in de ontworpen tekst geen rekening moet houden met de gevolgen die de wetgever dient te geven aan de opmerkingen die de Raad van State in zijn voornoemde advies 53.709/2/V heeft gemaakt, en in voorkomend geval moet hij de ontworpen tekst herzien in het licht van de aanpassingen die zouden worden aangebracht in het voorontwerp van wet ‘tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek, de voorafgaande titel van het Wetboek van strafvordering en het Wetboek van strafvordering met het oog op de toekenning van bevoegdheid aan de natuurlijke rechter in een aantal materies’.

3. Hoe dan ook geldt de hierboven aangehaalde opmerking hier des te meer ten aanzien van de gevolgen die, in het kader van de rechtspleging om betaling te bevelen, aan het gebruik van het begrip “onderneming” verbonden zijn.

Wanneer de schuldenaar een natuurlijk persoon is die geen “onderneming” is, valt de summiere rechtspleging om betaling te bevelen voortaan aldus onder de materiële bevoegdheid van de vrederechter. Die rechtspleging wordt evenwel alleen aanvaard voor schuldvorderingen die niet meer dan 2.500 euro bedragen. Wanneer het bedrag van de schuldvordering hoger is, is die rechtspleging niet toegestaan.¹¹

Daar het ontworpen artikel 1338 van het Gerechtelijk Wetboek de summiere rechtsplegingen om betaling te bevelen niet meer beperkt tot “vorderingen behorende tot de bevoegdheid van de vrederechter” (zoals thans het geval is), kan de nieuwe tekst omtrent de bevoegdheid van andere rechtscolleges aantasten voor aangelegenheden die de wetgever uitdrukkelijk aan de bevoegdheid van de vrederechters had onttrokken, nog daargelaten het feit dat de nieuwe tekst deze bevoegdheid uitbreidt tot bedragen tot 2.500 euro wanneer de schuldenaar een natuurlijk persoon is die geen onderneming is.

Doordat bijvoorbeeld het arbeidsrecht een aangelegenheid is die niet buiten de werkingssfeer valt van de summiere rechtspleging om betaling te bevelen, treedt het ontworpen artikel 591, 23°, van het Gerechtelijk Wetboek op het bevoegdheidsterrein van de arbeidsrechtbank, aangezien die inzonderheid bevoegd is voor alle betwistingen inzake de arbeidsovereenkomst en inzonderheid betreffende de betaling van het loon of de compensatoire vergoeding, ongeacht het bedrag van de vordering.

¹¹ Wat door de memorie van toelichting wordt bevestigd: wanneer de schuldenaar een “consument” is (dat wil zeggen een natuurlijk persoon die geen “onderneming” is), “wordt [in het ontwerp] voorzien (...) in een drempel *ratione summae* boven dewelke de summiere rechtspleging niet kan worden ingeleid tegen een consument” (memorie van toelichting, p. 2, *in fine*, en p. 3).

Hetzelfde geldt voor alle zaken waarin een schuldenaar een bedrag van niet meer dan 2.500 euro verschuldigd zou kunnen zijn en die onder het toepassingsgebied vallen van de artikelen 569 tot 571, 574 en 578 tot 583 van het Gerechtelijk Wetboek, die luidens artikel 590 van dat Wetboek niet onder de algemene bevoegdheid van de vrederechters vallen.

De Raad van State vraagt zich af of de steller van het voorontwerp dat gevolg heeft opgemerkt en of zulks wel met zijn bedoeling overeenstemt. Het lijkt, nog steeds bij wijze van voorbeeld, moeilijk te rechtvaardigen dat een procedure “op tegenspraak” ter betaling van verschuldigde bedragen krachtens de uitvoering van een arbeidsovereenkomst onder de bevoegdheid van de arbeidsrechtbank valt maar, alleen al doordat ze de vorm aanneemt van een summiere en eenzijdige rechtspleging om betaling te bevelen, onder de bevoegdheid van de vrederechter komt.

4. Voorts wordt in de tekst van het voorontwerp niets gepreciseerd betreffende het bepalen van de rechter die bevoegd is om kennis te nemen van dergelijke procedures wanneer de schuldenaar een “onderneming” (natuurlijke persoon of rechtspersoon) is. Daar in het ontworpen artikel 1338 van het Gerechtelijk Wetboek geen gewag meer wordt gemaakt van “vorderingen behorende tot de bevoegdheid van de vrederechter”, kan de summiere rechtspleging om betaling te bevelen gebruikt worden, ongeacht de aard van de schuldvordering en bijgevolg ongeacht welke rechter bevoegd is om er kennis van te nemen, onder voorbehoud van de uitzonderingen die in het vijfde lid van dat artikel 1338 worden gemaakt.

Wanneer het gaat om een vordering die betrekking heeft op een schuld die niet meer dan 1.860 euro bedraagt en de schuldenaar een “onderneming” is, dan valt de vordering onder de bevoegdheid van de vrederechter in het kader van zijn algemene bevoegdheid (artikel 590 van het Gerechtelijk Wetboek), behalve wanneer de schuld aangegaan is in het kader van een bevoegdheid die bij wet aan de rechtsmacht van de vrederechter is onttrokken.¹²

De wet voorziet evenmin in een beperking van het bedrag van de uitstaande schuldvordering wanneer de schuldenaar een “onderneming” is. Wanneer de schuld meer dan 1.860 euro bedraagt, moet de procedure dus worden ingeleid voor het rechtscollege dat normaliter bevoegd is om in het kader van een normale procedure van dat geschil kennis te nemen. Naargelang van het geval kan het gaan om de rechtbank van eerste aanleg, de handelsrechtbank of de arbeidsrechtbank. Dat zoveel rechtbanken ter zake bevoegd kunnen zijn, lijkt strijdig te zijn met de wens die de steller van het voorontwerp te kennen geeft, namelijk het centraliseren van de procedures en de specialisatie van de rechters die van dergelijke vorderingen kennis moeten nemen.

5. Volgens de steller van het voorontwerp rechtvaardigt de noodzaak om de schuldenaar die een natuurlijk persoon en geen “onderneming” is een bijzondere bescherming te bieden, dat de beperking van het bedrag van de schuldvordering behouden blijft, een bedrag dat van 1.860 euro op 2.500 euro wordt gebracht.¹³ In de memorie van toelichting wordt benadrukt dat artikel 10 van de voornoemde richtlijn 2011/7/EU van 16 februari 2011, waarvan de

¹² Zie voetnoot 5.

¹³ Memorie van toelichting, inleiding, zevende alinea, bespreking van artikel 5.

omzetting door het voorontwerp wordt beoogd, daarentegen voorschrijft dat geen enkele beperking meer mag gelden qua bedrag van de uitstaande vordering als het gaat om een schuldvordering die voortvloeit uit een handelstransactie. Tevens wordt benadrukt dat de richtlijn datzelfde onderscheid maakt doordat ze elke schuldvordering tegen “consumenten” uit haar toepassingsgebied uitsluit.

De afdeling Wetgeving van de Raad van State heeft in haar advies 26.713/2 het volgende benadrukt:

“Het is toch zeer de vraag of zulk een fundamenteel processueel onderscheid tussen burgerlijke schulden enerzijds en handelsschulden anderzijds wel verenigbaar is met het gelijkheidsbeginsel vervat in de artikelen 10 en 11 van de Grondwet. Gegeven de omstandigheid dat de schuldenaar een koopman is, kunnen sommige aanpassingen van gewone regels, die specifiek verband houden met het feit dat het om handelsschulden gaat en met het bestaan van een rechtbank die gespecialiseerd is in handelszaken, weliswaar gerechtvaardigd zijn, maar het staat te bezien of die hoedanigheid op zich wettigt dat bij een schuldenaar die koopman is alle vaststaande schulden, ongeacht het bedrag ervan, via de korte invorderingsrechtspleging (de correcte term is ‘summiere rechtspleging van invordering’) kunnen worden teruggevorderd, terwijl bij een schuldenaar die geen koopman is, alleen schulden van minder dan 75.000 frank via die rechtspleging kunnen worden ingevorderd”.¹⁴

Deze opmerking is in verband met het ontworpen artikel 1338 van het Gerechtelijk Wetboek nog steeds even relevant.

Dat is des te meer het geval daar de ontworpen tekst een tweede onderscheid aanbrengt. Alhoewel het dispositief de bedoeling van de steller van het voorontwerp dienaangaande niet correct weergeeft, blijkt uit de bespreking van artikel 5 dat het vereiste dat een “geschrift dat van de schuldenaar uitgaat” wordt overgelegd, dat thans krachtens artikel 1338 van het Gerechtelijk Wetboek in alle gevallen geldt, in de ontworpen tekst alleen wordt gehandhaafd ten aanzien van de schuldenaar die “consument” is. Ten aanzien van de schuldenaar die geen consument is, kan die eenzijdige en summiere rechtspleging met andere woorden zonder beperking van de gevorderde bedragen worden ingeleid en zonder dat de schuldeiser een “geschrift dat van de schuldenaar uitgaat” hoeft over te leggen teneinde zijn vordering te staven. Zoals uit de bespreking van het artikel blijkt, is het vereiste van een schrijven uitgaand van de schuldenaar evenwel noodzakelijk “teneinde te vermijden dat een beschikking zou worden afgeleverd louter op basis van elementen die uitgaan van de schuldeiser”, wat wel het geval zal zijn wanneer de schuldenaar geen consument is. De steller van het voorontwerp moet ofwel opnieuw nagaan hoe de verschillende categorieën schuldenaars zich tot elkaar verhouden, ofwel dergelijke verschillende behandelingen beter kunnen rechtvaardigen.

6. Onder voorbehoud van die algemene opmerkingen worden de volgende bijzondere opmerkingen geformuleerd, waarbij ook tekstvoorstellen worden gedaan.

¹⁴ Advies 26.713/2, op 16 maart 1998 gegeven over een voorontwerp van wet ‘tot wijziging van het gerechtelijk Wetboek inzake de summiere rechtspleging om betaling te bevelen’.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

DISPOSITIEF

Artikel 3

In de inleidende zin moet worden aangegeven dat het gaat om artikel 591 van het Gerechtelijk Wetboek zoals het laatstelijk gewijzigd is bij de wet van 24 maart 2003.

Artikel 5

(wijziging van artikel 1338 van het Gerechtelijk Wetboek)

Eerste lid

1.1. Het ontworpen artikel voegt in de huidige tekst de precisering toe dat de schuld opeisbaar moet zijn op het ogenblik van de indiening van het verzoekschrift teneinde in overeenstemming te zijn met het bepaalde van artikel 4 van verordening (EG) 1896/2006 van het Europees Parlement en de Raad van 12 december 2006 ‘tot invoering van een Europese betalingsbevelprocedure’. Over die toevoeging hoeven geen opmerkingen te worden gemaakt, alleen dient het begrip “de indiening van het verzoekschrift” wellicht te worden vervangen door het begrip “het instellen van de vordering”.

De eiser moet immers niet alleen het verzoekschrift materieel indienen maar ook het rolrecht voldoen, zonder welk vereiste de vordering niet naar behoren is ingesteld.

1.2. Er heerst in dat verband evenwel nog enige twijfel. In het advies dat de Hoge Raad voor de Justitie op 26 januari 2011 ambtshalve heeft gegeven over de toepassing van het Europese betalingsbevel, wordt immers het volgende aangegeven over de rolrechten: “Actueel bestaat het veralgemeend gebruik de verzoeken om een Europees betalingsbevel te behandelen als eenzijdige verzoekschriften die ingeschreven worden op de ‘B-rol’ en waarvoor het overeenkomstige rolrecht verschuldigd is (artikel 269² [van het Wetboek der registratie-, hypotheek-, en griffierechten])”. Het betreft het verlaagd recht bepaald in artikel 269² van datzelfde Wetboek.

De inschrijving op de rol en de betaling van de daarbij horende vaste kosten moeten evenwel plaatsvinden op het ogenblik dat het verzoekschrift wordt ingediend. Wanneer vooraf om een minnelijke schikking wordt verzocht, zoals bepaald in artikel 731 van het Gerechtelijk Wetboek, brengt zulks daarentegen geen inning van rolrecht mee, aangezien de minnelijke schikking juist voorafgaat aan het instellen van de vordering.

Wat betreft de summiere rechtspleging om betaling te bevelen, zoals deze door de ontworpen tekst wordt gewijzigd, zal de indiening van het eenzijdig verzoek tot het verkrijgen van een uitvoerbare titel, voortaan automatisch leiden tot een poging om tot een minnelijke schikking te komen (ontworpen artikel 1342, § 1, van het Gerechtelijk Wetboek). In de ontworpen tekst komt de betaling van het rolrecht echter alleen ter sprake in het geval waarin er geen minnelijke schikking tot stand komt en de procedure wordt voortgezet (ontworpen

artikel 1342, § 2, van het Gerechtelijk Wetboek), waardoor de indruk wordt gewekt dat dit recht niet verschuldigd zou zijn zolang niet vastgesteld is dat een minnelijke schikking onmogelijk is.

Daar hierover niets wordt gezegd in de memorie van toelichting, moet de steller van het voorontwerp in deze kwestie duidelijkheid scheppen. Naargelang van die verduidelijking moet in het ontworpen eerste lid van artikel 1338 van het Gerechtelijk Wetboek “de indiening van het verzoekschrift” dan wel “het instellen van de vordering” worden geschreven.

2. In het eerste lid van het ontworpen artikel 1338 van het Gerechtelijk Wetboek is er bovendien sprake van elke “niet-betwiste vordering”.

Het is echter niet de rechtsvordering die niet-betwist moet zijn, de schuld die de reden is voor de vordering moet niet-betwist zijn.

De ontworpen bepaling moet bijgevolg als volgt worden gewijzigd.

“Elke vordering strekkende tot betaling van een niet-betwiste vaststaande schuld die opeisbaar is [...]” (voorts zoals in het ontwerp).

Tweede, derde en vierde lid

1. Op het eerste gezicht heeft het tweede lid van het ontworpen artikel 1338 van het Gerechtelijk Wetboek geen zin, aangezien er geen hoofdzin is.

Volgens de memorie van toelichting is het evenwel blijkbaar de bedoeling dat in dit lid bepaald wordt dat, wanneer de schuldenaar een natuurlijk persoon is die geen onderneming is in de zin van het toekomstige artikel 573, 1°, van het Gerechtelijk Wetboek, de vordering moet steunen op een schrijven dat uitgaat van de schuldenaar. Het gaat om een vereiste waarin de thans geldende tekst voorziet, maar dat niet meer vermeld wordt in de ontworpen bepaling wanneer de schuldenaar een onderneming is.

Indien dat daadwerkelijk de bedoeling is van de steller van het voorontwerp, zou de bepaling als volgt kunnen worden gesteld:

“De vordering moet gegrond zijn op een geschrift dat van de schuldenaar uitgaat indien deze een natuurlijk persoon is die geen onderneming is in de zin van artikel 573, 1°.”

2. Het ontworpen derde lid neemt de tekst over van het huidige tweede lid. Het vierde lid strekt ertoe de inhoud van het derde lid met voorbeelden te verduidelijken. Aangezien het geval bedoeld in die bepalingen enkel nog van toepassing is wanneer de schuldenaar een natuurlijk persoon is die geen onderneming is, behoort het derde lid gesteld te worden als volgt:

“In het geval bedoeld in het vorige lid, hoeft het geschrift waarop de vordering gegrond is niet noodzakelijk een schulderkenning te zijn”. Het derde en het vierde lid dienen samengevoegd te worden tot één enkel lid.

Vijfde lid

1. Deze bepaling neemt *mutatis mutandis* artikel 2 van de voornoemde verordening EG 1896/2006 over.

Ter wille van de eenheid van terminologie zou het dienstig zijn in de bepaling onder 7° te spreken van “schulden” en niet van “vorderingen”.

2. Het is niet nodig in 7°, b) en 8° te herhalen dat het moet gaan om “vaststaande” schulden, aangezien het gaat om een algemene voorwaarde die reeds genoemd is in het eerste lid.

Die precisering moet vervallen.

Artikel 6

(wijziging van artikel 1339 van het Gerechtelijk Wetboek)

1. In artikel 6 van de ontwerptekst wordt voorgesteld het huidige artikel 1339 van het Gerechtelijk Wetboek te vervangen door de daarin voorgestelde bepaling. In de bespreking van het artikel wordt die vervanging als volgt verantwoord:

“De kosten voor de partijen worden (...) gedrukt door de betekening via gerechtsdeurwaardersexploot af te schaffen. Vooral wanneer de vordering kleinere bedragen betreft, lijkt deze betekening een nodeloze verzwarende van de gerechtskosten in te houden.”

Dat is geen afdoende verantwoording aangezien bij de huidige stand van de regelgeving het gebruik van de aanmaning bij deurwaardersexploot geenszins verplicht is, en de schuldeiser de keuze heeft: ofwel een deurwaardersexploot, ofwel een aangetekend schrijven met ontvangstmelding. Ter wille van de rechtszekerheid en de keuzevrijheid van de schuldeiser moet de schuldeiser over die keuzemogelijkheid kunnen blijven beschikken.

2. Die bedoeling komt bovendien niet tot uiting in het ontworpen artikel 1339, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek, aangezien dat nog steeds bepaalt dat de aanmaning tot betalen “hetzij aan de schuldenaar [kan worden] betekend bij deurwaardersexploot, hetzij [...] bij ter post aangetekende brief” aangezegd kan worden.

Uit een vergelijking van de huidige bepaling en de bepaling die in de plaats daarvan zou komen, blijkt dat de voorgestelde tekst kennelijk niet overeenstemt met de bedoeling van de steller ervan. Het laat zich aanzien dat, om de bedoeling van de steller van de ontwerptekst daadwerkelijk weer te geven, de keuzemogelijkheid bestaande uit de aanmaning bij deurwaardersexploot geschrapt had moeten worden in het dispositief. Dat blijkt overigens ook uit het tweede lid van de ontwerptekst, waarin de woorden “of het exploot” niet meer voorkomen is.”¹⁵

¹⁵ Zie ook ontworpen artikel 1340, derde lid, van het Gerechtelijk Wetboek.

3. De ontwerptekst geeft daarenboven aanleiding tot de volgende opmerkingen:

- De vervanging van de aangetekende brief met ontvangstmelding door een gewone ter post aangetekende brief valt niet te verantwoorden ten aanzien van de rechtszekerheid. Een aangetekende brief met ontvangstmelding is geen vormvereiste dat dermate zwaarder is dan een gewone aangetekende brief, dat deze afgeschaft zou moeten worden, terwijl dat vormvereiste waarborgen biedt op het stuk van de daadwerkelijke ontvangst van de aanmaning tot betalen, die zeer belangrijk is aangezien het gaat om een fase die voorafgaat aan een procedure die vervolgens eenzijdig zal worden voortgezet.

- Wat betreft de vermelding waarin het tweede lid, 3°, voorziet, zou het beter zijn dat in die bepaling wordt gepreciseerd hoe de schuldenaar “het verzoek” kan betwisten en aldus “een einde kan stellen aan de summiere rechtspleging om betaling te bevelen”. Het verdient tevens aanbeveling de woorden “het verzoek” te vervangen door de woorden “de schuldvordering”. Het is immers doordat de schuldvordering wordt betwist, dat geen gebruik meer kan worden gemaakt van de summiere rechtspleging om betaling te bevelen.

Artikel 7

(wijziging van artikel 1340 van het Gerechtelijk Wetboek)

Eerste lid

1. Het is de afdeling Wetgeving niet duidelijk waarom de termijn van “vijftien dagen na het verstrijken van de termijn die in artikel 1339 is bepaald”, waarin artikel 1340, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek thans voorziet, in het voorontwerp vervangen wordt door “een redelijke termijn”, waardoor, aangezien het gaat om een voorwaarde voor de ontvankelijkheid van het verzoekschrift, onnodig rechtsonzekerheid in het leven wordt geroepen.

In de bespreking van het artikel wordt daarover overigens geen enkele uitleg verstrekt.

2. Krachtens het huidige artikel 1340, derde lid, 2°, van het Gerechtelijk Wetboek, moet de eiser bij het verzoekschrift meer bepaald een verklaring voegen “waaruit blijkt dat de schuldenaar is ingeschreven op het adres dat in het bevolkingsregister is vermeld”. Dat minimumvereiste is nodig om er zeker van te zijn dat zowel de aanmaning tot betalen, die voorafgaat aan het instellen van de vordering, bedoeld in het ontworpen artikel 1339 van hetzelfde wetboek, als de oproepingsbrief om ter minnelijke schikking te verschijnen, bedoeld in het ontworpen artikel 1342 van het Gerechtelijk Wetboek, daadwerkelijk aankomen op de woonplaats of de verblijfplaats van de schuldenaar.

Dat vereiste valt weg in de ontworpen regeling.

De Hoge Raad voor de Justitie heeft in zijn voornoemd advies dat hij ambtshalve heeft uitgebracht, in dat verband op het volgende gewezen:

“Volgens artikel 7, 2de lid, a), van de Verordening dient het verzoek de naam en het adres van de verweerder te bevatten. De juistheid van deze gegevens is van groot belang omdat het gerecht er krachtens art. 12, 5de lid, van de Verordening zorg voor moet dragen dat het betalingsbevel overeenkomstig het nationaal recht aan de verweerder wordt betekend of ter kennis gebracht, en omdat het betalingsbevel uitvoerbaar wordt bij gebrek aan verweer.”

De Hoge Raad voor de Justitie geeft niettemin toe dat uit de tekst van de voornoemde verordening (EG) 1896/2006 niet duidelijk blijkt of deze de mogelijkheid biedt de eiser ertoe te verplichten om als bijlage bij zijn vordering een getuigschrift van woonplaats te voegen.

Opdat de waarborgen die de ontwerptekst wil bieden om de schuldenaar te beschermen ook effectief zouden zijn, mag geen enkele twijfel blijven bestaan omtrent de vraag of de schuldenaar de aanmaning tot betaling en de oproepingsbrief ter minnelijke schikking op correcte wijze ontvangen heeft. Er is dus een gegronde reden om de verplichting te handhaven die opgelegd is aan de verzoeker om bij zijn verzoekschrift ofwel een uittreksel uit het bevolkingsregister te voegen waaruit blijkt dat de aanmaning daadwerkelijk naar de woon- of de verblijfplaats van de schuldenaar is gestuurd, ofwel een uittreksel uit de Kruispuntbank van Ondernemingen waaruit blijkt dat, wanneer de schuldenaar een onderneming is, diezelfde akten daadwerkelijk naar de zetel van die onderneming zijn gestuurd.

Vierde lid

Zoals in de bespreking van het artikel wordt onderstreept, is de handtekening van een advocaat weliswaar niet langer vereist, wat een afwijking is van het gemeen recht inzake rechtspleging op eenzijdig verzoekschrift, maar de ontwerptekst behoort die mogelijkheid daarom nog niet uit te sluiten. Er behoort derhalve gepreciseerd te worden dat het verzoekschrift ondertekend mag worden door de verzoeker, zijn advocaat of een wettelijk vertegenwoordiger zoals vermeld in artikel 728, §§ 2 en 3, van het Gerechtelijk Wetboek.

Een advocaat is immers geen “wettelijk vertegenwoordiger” van zijn cliënt en valt dus niet onder dat begrip.

Artikel 8

(wijziging van artikel 1341 van het Gerechtelijk Wetboek)

1. Artikel 1341 van het Gerechtelijk Wetboek luidt thans als volgt:

“Het verzoekschrift wordt ter griffie neergelegd, op zijn datum voor gezien getekend door de griffier en in een daartoe gehouden register ingeschreven. Het wordt bij het dossier van de rechtspleging gevoegd evenals iedere eventuele mededeling van de schuldenaar aan de rechter.

Het kan door de advocaat ook bij brief aan de griffier worden gezonden.”

De ontworpen bepaling strekt tot vervanging van het tweede lid.

In de bespreking van het artikel staat het volgende:

“In het tweede lid van artikel 1341 wordt nu ook in de mogelijkheid voorzien om het verzoekschrift bij ter post aangetekende brief aan de griffier te verzenden. Indien de verzoeker een advocaat heeft, dan blijft deze de mogelijkheid behouden om het verzoekschrift bij gewone brief aan de griffier te verzenden.”

Dat stemt evenwel niet overeen met het ontworpen artikel 1341, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek, dat bepaalt dat “[h]et verzoekschrift (...) ook bij brief of per fax aan de griffier [kan] worden verzonden.”

De bepaling moet opnieuw worden bekeken.

2. Het verzenden van het verzoekschrift aan de griffie van de rechtbank waarbij de zaak per brief of per fax aanhangig wordt gemaakt, doet echter opnieuw het reeds eerder opgeworpen vraagstuk rijzen van de betaling van de vaste rolrechten en de datum waarop het verzoekschrift werkelijk is “ingediend”.

Artikel 9

(wijziging van artikel 1342 van het Gerechtelijk Wetboek)

Paragraaf 1

1. De ontworpen regeling is vernieuwend doordat daarbij voorzien wordt in een “voorafgaande poging tot minnelijke schikking”, die plaatsvindt nadat het eenzijdig verzoekschrift is ingediend, maar voordat de rechter uitspraak doet over de merites van dat verzoekschrift. Het gaat om een bescherming die geboden wordt aan de schuldenaar als tegenwicht voor de mogelijkheid die aan de schuldeiser wordt geboden om een uitvoerbare titel te verkrijgen voor het invorderen van zijn schuldvordering zonder gebruik te hoeven maken van een procedure op tegenspraak. Zoals in de memorie van toelichting evenwel erkend wordt, valt die nieuwe stap moeilijk in te passen in het kader van de summiere rechtspleging om betaling te bevelen aangezien “het hier in principe gaat om een versnelde procedure die geschiedt op ééNZijdig verzoekschrift”.¹⁶

2. De redactie van het eerste lid moet worden herzien.

Enerzijds behoort gepreciseerd te worden dat de eiser (in de Franse tekst “le créancier” en niet “le créiteur”) en de schuldenaar opgeroepen moeten worden binnen acht dagen na de indiening van het verzoekschrift.

¹⁶ Memorie van toelichting, blz. 2.

Anderzijds behoort ook gepreciseerd te worden hoe die oproeping geschiedt. Wat dat betreft kan men zich baseren op wat bepaald is in artikel 732 van het Gerechtelijk Wetboek, dat voorziet in een oproeping bij gewone brief van de griffie, wat overeenstemt met de wens om de summiere rechtspleging minder formalistisch te maken.

Ten slotte moet, nog steeds verwijzend naar artikel 732 van het Gerechtelijk Wetboek, bepaald worden dat moet worden opgeroepen om “binnen de gewone termijn van dagvaarding te verschijnen op dag en uur door de rechter bepaald”. Dat laatste vereiste noopt tot herziening van paragraaf 2 van het ontworpen artikel 1342 van het Gerechtelijk Wetboek.¹⁷

Het zou bijgevolg beter zijn artikel 1342, § 1, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek als volgt te stellen:

“Binnen acht dagen na de indiening van het verzoekschrift worden de eiser en de schuldenaar bij gewone brief van de griffier opgeroepen om binnen de gewone termijn van dagvaarding op dag en uur door de rechter bepaald ter minnelijke schikking te verschijnen.”

3. In het tweede lid zou vervolgens verwezen moeten worden naar de precisering die aangebracht wordt in het derde lid van het ontworpen artikel 1342, § 1, van hetzelfde wetboek, dat gesteld zou worden als volgt:

“In de oproepingsbrief wordt vermeld dat de procedure aanleiding kan geven tot de afgifte van een uitvoerbare titel ten aanzien van de schuldenaar.”

Er behoort immers niet te worden bepaald dat dit risico enkel bestaat wanneer een der partijen niet ter minnelijke schikking verschijnt, aangezien, wanneer de minnelijke schikking tot stand komt, het proces-verbaal daarvan zelf een uitvoerbare titel is.

4. Een derde lid, ten slotte, zou betrekking moeten hebben op de afloop van de procedure ter minnelijke schikking, en gesteld kunnen worden als volgt:

“Van het verschijnen tot minnelijke schikking wordt proces-verbaal opgemaakt. Indien een schikking tot stand komt, worden de bewoordingen ervan opgetekend in het proces-verbaal, waarvan de uitgifte wordt voorzien van het formulier van tenuitvoerlegging. Ingeval geen minnelijke schikking tot stand is gekomen, wordt de procedure voortgezet overeenkomstig de paragrafen 2 en volgende van dit artikel, tenzij de schuldenaar naar aanleiding van de procedure ter minnelijke schikking laten weten heeft dat hij de schuldvordering betwist, in welk geval van rechtswege een einde komt aan de rechtspleging.”¹⁸

¹⁷ Cf. supra, de opmerkingen gemaakt bij die paragraaf.

¹⁸ Wat bevestigd wordt door de vermelding waarin in het ontworpen artikel 1339, tweede lid, 3°, van het Gerechtelijk Wetboek voorziet.

Paragraaf 2

1. Paragraaf 2 van het ontworpen artikel 1342 van het Gerechtelijk Wetboek bepaalt hoe de procedure wordt voortgezet wanneer geen minnelijke schikking tot stand is gekomen. Er wordt bepaald dat de rechter binnen vijftien dagen na de indiening van het verzoekschrift uitspraak doet over de merites ervan. Die termijn, die overgenomen is van de thans geldende tekst, is onverenigbaar met de procedure tot minnelijke schikking ingevoerd bij paragraaf 1 van datzelfde ontworpen artikel 1342. Er moet daarentegen gepreciseerd worden dat de rechter binnen vijftien dagen na de datum van het proces-verbaal waaruit blijkt dat geen minnelijke schikking tot stand is gekomen, uitspraak doet over de merites van het verzoekschrift.

2. Wat betreft de verwijzing naar het betalen van de rolrechten, wordt verwezen naar opmerking 1.2 gemaakt bij artikel 5, eerste lid, van het voorontwerp.

3. Ter wille van de leesbaarheid zou het tweede lid beter worden opgesplitst in twee leden. Een eerste lid, dat het tweede lid zou vormen van het ontworpen artikel 1342, § 2, van het Gerechtelijk Wetboek, zou betrekking hebben op de eventuele verlenging van de termijn van vijftien dagen waarvan in het eerste lid sprake is. Een tweede lid, dat het derde lid zou vormen van het ontworpen artikel 1342, § 2, van hetzelfde wetboek, zou betrekking hebben op de beschikking en de verzending daarvan naar de verzoeker. Het zou beter zijn dat laatste lid als volgt te redigeren, naar het voorbeeld van wat bepaald is in artikel 792, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek:

“De beschikking wordt in raadkamer gegeven. Binnen acht dagen zendt de griffier bij gewone brief een niet-ondertekend afschrift van de beschikking aan de verzoeker of, in voorkomend geval, aan zijn advocaat.”

Paragraaf 3

1. In het eerste lid, laatste zin, behoren tussen de woorden “de verzoeker” en “hier” de woorden “of, in voorkomend geval, diens advocaat” te worden ingevoegd. Dezelfde woorden moeten in het ontworpen artikel 1342, § 4, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek worden ingevoegd tussen de woorden “De verzoeker” en “kan”.

2. Het zou, in het licht van het gemeen recht inzake kennisgevingen vastgelegd in artikel 53*bis* van het Gerechtelijk Wetboek, logischer zijn in het tweede lid te bepalen dat de termijn van vijftien dagen niet ingaat met het verzenden van de brief, maar met de kennisgeving daarvan. In artikel 53*bis* wordt ervan uitgegaan dat wanneer een kennisgeving een termijn doet ingaan, deze, in geval van verzending bij gewone aangetekende brief, geschiedt op de derde werkdag die volgt op de verzending.

3. Luidens het tweede lid kan de rechter de verzoeker vragen om zijn vordering aan te vullen of te corrigeren “indien niet is voldaan aan de [eisen gesteld in artikel 1340 (van het Gerechtelijk Wetboek)]”. Het derde lid heeft betrekking op de eventuele onbevoegdheid van de rechter bij wie het verzoekschrift aanhangig is gemaakt. Het gaat daarin dus om een ander geval dan dat bedoeld in het tweede lid. Het derde lid behoort dan ook te worden herschreven.

Paragraaf 4

In de ontwerptekst wordt niet bepaald welk gezag de beslissing heeft, waarbij de vordering niet of slechts gedeeltelijk wordt ingewilligd. De bespreking van het artikel doet evenwel vermoeden dat voor het gedeelte van de schuldvordering dat niet is aanvaard door de rechter in het kader van de summiere rechtspleging, een gemeenrechtelijke vordering kan worden ingesteld die behandeld wordt volgens een procedure op tegenspraak.

Ter wille van de rechtszekerheid en om iedere mogelijke betwisting in verband met de mogelijkheid om de zaak bij de rechter aanhangig te maken in het kader van een procedure op tegenspraak, zou het, wanneer een vordering die is ingesteld om te worden behandeld volgens de summiere rechtspleging om betaling te bevelen, geheel of gedeeltelijk wordt afgewezen, beter zijn in het ontwerp te preciseren, zo zulks inderdaad de bedoeling is van de steller van het voorontwerp, dat de gehele of gedeeltelijke afwijzing van de vordering geen gezag van gewijsde heeft wat betreft het verschuldigd zijn van de schuld, maar dat enkel het niet-betwiste karakter daarvan niet is aanvaard, en dat voor diezelfde schuld bijgevolg nog steeds een vordering tot invordering kan worden ingesteld in het kader van een latere gemeenrechtelijke procedure op tegenspraak met geheel of gedeeltelijk hetzelfde voorwerp.

Artikel 11

(wijziging van artikel 1344 van het Gerechtelijk Wetboek)

1. In paragraaf 1, eerste lid, van het ontworpen artikel 1344 van het Gerechtelijk Wetboek moeten in de Franse tekst de woorden “siège d’opération” vervangen worden door de woorden “siège d’exploitation”.
2. Wat betreft paragraaf 2, tweede lid, is het “standaardformulier F” waarmee de verweerder bij het oorspronkelijke rechtscollege een verweerschrift kan indienen tegen een Europees betalingsbevel bedoeld in artikel 16, lid 1, van de voornoemde verordening (EG) 1896/2006, terug te vinden in bijlage VI – en niet IV – van die verordening.

Artikel 13

Artikel 13 is in te algemene bewoordingen gesteld. Ook al spreekt het vanzelf dat het evaluatieverslag waarvan in die bepaling sprake is, betrekking heeft op de aangelegenheid geregeld bij het ontwerp van wet, de tekst moet aangevuld worden om te preciseren welke zaken in dat verslag aan bod moeten komen.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Bernadette VIGNERON

Yves KREINS